

PNUD-KIBAI

[BULLETIN HEBDOMADAIRE DU PNUD BURKINA FASO]

SOMMAIRE

<i>Éditorial</i>	1
<i>Ce que nous faisons</i>	2
<i>Focus</i>	3
<i>Bonnes pratiques</i>	4
<i>Le Saviez-vous ?</i>	5
<i>Astuces</i>	5
<i>La vie des projets en bref</i>	6
<i>Agenda et annonces</i>	7
<i>Détente</i>	7

Le chiffre de la semaine :

7

c'est en millions le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans dus à la malnutrition, la plupart en Afrique (source UNICEF).



Burkina Faso

EDITORIAL : LE COMITE DE PILOTAGE DU PRGA-PNBG SE PENCHE SUR SON PLAN DE TRAVAIL 2008

Comme prévu, le Comité de pilotage du **Projet de Renforcement de la Gouvernance Administrative** et de la Coordination de la **Politique Nationale de Bonne Gouvernance** a tenu le jeudi 24 janvier 2008 dans la salle de réunion du Secrétariat Permanent de la Politique Nationale de Bonne Gouvernance (SP/PNBG).

Présidée par le Secrétaire général du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat (MFPRE), qui assure la tutelle du projet, cette session du comité de pilotage a connu la participation des différentes parties prenantes : MFPRE, MEF (DG-COOP), CES, RAJIT, Ministère de la Sécurité, l'équipe du projet et le PNUD.

La session a abordé les quatre points inscrits à son ordre du jour : (i) point des recommandations du dernier comité de pilotage ; (ii) examen du rapport d'activité de l'année 2007 ; (iii) examen du plan de travail 2008 et (iv) divers.

De façon globale, le rapport d'activités 2007 du projet a été positivement apprécié. En effet, la mise en œuvre du projet a, entre autres, contribué significativement à la fonctionnalité du SP/PNB ; ce qui a permis :

- le développement d'actions de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de la PNBG ;

- la réalisation des consultations nationales et l'élaboration du rapport national pour AGF7 ;

- la facilitation de plusieurs activités entrant dans

le cadre de la lutte contre la corruption (appui au RENCALAC, au RAJIT, et à la HACLC, etc.).

Le projet a également contribué à l'extension des capacités opérationnelles du Système Informatisé de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'Etat ; à la formation et à l'équipement informatique des Directions Régionales du MFPRE et à l'organisation de 21 sessions de formation qui ont permis de renforcer les capacités managériales de 675 agents publics, notamment dans l'application du nouveau système d'évaluation des performances dans la fonction publique.

Pour 2008, le projet poursuivra son appui au fonctionnement du SP/PNBG, au renforcement des capacités des structures publiques et des organisations de la société civile impliquées dans la lutte contre la corruption (RENCALAC ; RAJIT). Le projet apportera également un appui à la réforme administrative à travers la mise en place d'un



Le Secrétaire Général du MFPRE, Président du Comité de pilotage

système statistique, à la réalisation de l'évaluation de la réforme globale de l'administration publique, engagée par le pays depuis 1998. Pour ce faire, le Comité de pilotage a recommandé que le MFPRE à travers le projet renforce sa coopération avec le Bureau Sous Régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (SURF-WCA) et le Département des Nations Unies pour le Développement Economique et Social (UNDESA).

Enfin, en divers, le Comité de pilotage a assisté à la présentation de trois spots réalisés par SP/PNBG dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication élaboré en 2008. Il s'agit de spots de sensibilisation portant sur l'importance de la déclaration des marchandises importées en douanes, le respect du bien public et la corruption dans les services publics.

La Rédaction

CE QUE NOUS FAISONS : ECHOS DE L'ATELIER SUR LE DIALOGUE NATIONAL DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM) AU BURKINA FASO



Mme Sandhu-Rojon intervenant lors de l'atelier

Du 15 au 17 janvier 2008, divers acteurs et partenaires de la politique en matière d'environnement réunis à Bobo-Dioulasso dans le cadre du Dialogue National du FEM du Burkina Faso, ont passé en revue le dispositif d'organisation, de coordination et d'exécution des interventions du FEM au Burkina Faso.

Ont pris part à cet atelier :

- Les Collectivités Territoriales (CT) à travers les présidents de Conseils Régionaux et des Maires de Communes ;
- Les services techniques centraux et déconcentrés des Ministères en charge de l'Environnement, de l'Agriculture, des Ressources Animales ainsi que de l'Économie et des Finances ;
- Les représentants de la société civile, d'associations et d'ONG ;
- Les PTF, notamment : le FEM, le PNUD, la Banque Mondiale, le CILSS, la GTZ, l'ONUDI, le PNUE et ONU-HABITAT.

Différentes communications organisées en sept sessions, suivies d'échanges forts animés, ont constitué les travaux de l'atelier. Elles portaient essentiellement sur :

1. le Contexte de la politique de l'environnement national.
2. l'aperçu des politiques et procédures du FEM pour le FEM4.
3. les leçons tirées de la mise en œuvre du portefeuille FEM au Burkina Faso et les défis à relever. La coordination et la programmation des priorités et projets en étude
4. les travaux en commissions thématiques : deux groupes de travail sur (i) la gestion.
5. l'examen et les discussions sur les perspectives du Burkina Faso en matière de priorités, l'identification des possibilités de cofinancements et le renforcement des partenariats.
6. les résultats/conclusions de l'atelier et les prochaines étapes.

A l'issue des travaux, les participants ont formulé des recommandations et tiré des conclusions concernant

la mise en œuvre des projets.

- Les questions de coordination et d'information : il s'agit de la mise en place d'un nouveau dispositif comprenant : un comité consultatif, une équipe de coordination, des instruments de gestion (manuel de procédure) en vue d'assurer une transparence et une efficacité des actions du point focal opérationnel.
- Le jeu de rôle entre le Point Focal Opérationnel, les agences d'exécution et les promoteurs : nécessité du respect par tous des règles de procédures en vigueur.
- Le cofinancement : exigence d'une meilleure stratégie de mobilisation des cofinancements indispensables.
- Les lenteurs de décaissement : cycle de projets encore longs, en particulier dans le contexte des collectivités territoriales.
- Les dévaluations/fluctuations du dollar compromettant la mise en œuvre des projets selon les prévisions.
- La langue anglaise comme seule et unique langue d'élaboration des projets et de travail : inefficace, coûteux et pénalisant pour les pays non anglophones.

Clarisse Coulibaly



Des participants à l'atelier

«Pour qu'un Etat central puisse transférer des responsabilités aux autorités locales, il doit en avoir le pouvoir»

FOCUS : LA PRATIQUE DE LA CORRUPTION DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE BURKINABÈ EXAMINÉE À OUAHIGOUYA

Le Gouvernement et les partenaires au développement du Burkina Faso participent à un atelier de restitution de l'étude sur les pratiques de la corruption au Burkina Faso..

Ouahigouya, Chef lieu de la région du Nord, ville où a été validée la Politique Nationale de Bonne Gouvernance (PNBG) du Burkina Faso, accueille du 31 janvier au 2 février 2008, un atelier de restitution de l'étude sur les pratiques de la corruption dans le pays.

L'ouverture de cet atelier, qui regroupe environ 160 participants du Gouvernement, du Parlement, du secteur privé et de la société civile, a été effectuée par le Chef du gouvernement.

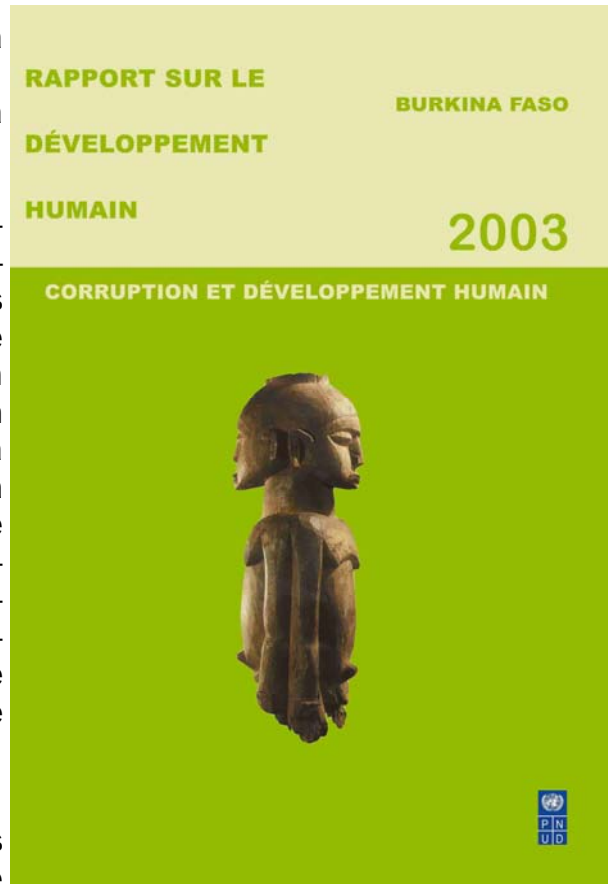
L'objectif de cet atelier est d'examiner les résultats d'une étude commanditée par le gouvernement du Burkina Faso, avec un appui financier de la BAD.

L'objectif général de cette étude est de dresser un état des lieux pour faire connaître la nature et l'ampleur du phénomène afin d'identifier les actions efficaces pour la

lutte contre la corruption. Elle permettra d'améliorer l'information et la connaissance du phénomène, dans la perspective de la mise en place d'un outil d'aide à la décision, à savoir une base consistante de données et d'analyse en vue de lutter contre ce fléau.

Des résultats provisoires de cette étude, il ressort que la corruption au Burkina Faso est importante et aussi bien les secteurs public, privés, que la société civile. Les facteurs expliquant cette situation sont d'ordre économique, moral et institutionnel.

Mais de l'avis des burkinabé, usagers ou membres de l'administration, les causes institutionnelles sont les plus importantes. Ce qui traduit une certaine faiblesse de la gouvernance au sein de l'administration et invite à centrer la lutte contre la corruption vers les réformes institutionnelles.



La réalisation et la restitution publique des résultats d'une telle étude est la matérialisation de la volonté du Gouvernement à s'engager résolument contre la corruption, fléau dont les effets néfastes sur le développement sont multiples. Au demeurant, il faut souhaiter que les conclusions de cette étude et des travaux de l'atelier de Ouahigouya débouchent sur des orientations et des actions pertinentes de lutte contre la corruption, soutenues par un engagement franc de l'ensemble des parties prenantes.

Dieudonné Kini

«La décentralisation se révèle plus efficace lorsque la société civile exige des autorités locales qu'elles rendent des comptes et soient réactives»

BONNES PRATIQUES : LA MÉNINGITE

Les méninges sont des membranes qui entourent notre cerveau et la moelle épinière. La méningite traduit leur infection par un virus, une bactérie ou plus rarement par un parasite.

Les méningites virales représentent environ 80% des cas. Elles sont bénignes et le rétablissement est le plus souvent spontané sans conséquence aucune.

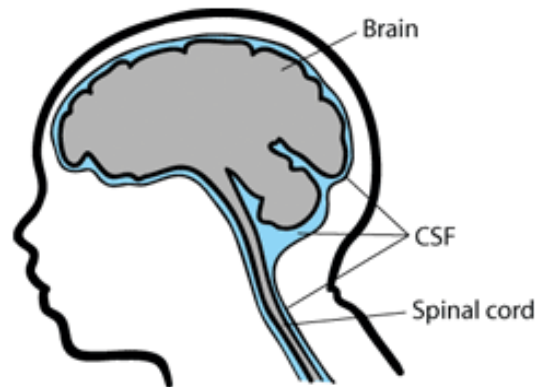
Dans 20 à 25% des cas la méningite est d'origine bactérienne. Ce sont des infections particulièrement graves et peuvent entraîner la mort. Plusieurs bactéries sont incriminées, mais la méningite à méningocoques est la seule forme de méningite qui provoque des épidémies. Les épidémies les plus importantes se déclarent en Afrique subsaharienne, dans les pays situés dans la région sahélienne appelée *ceinture de la méningite*, qui s'étend de l'Ethiopie à l'est au Sénégal à l'ouest.

On estime qu'il existe à travers le monde au moins 1,2 millions des cas de méningites bactérienne chaque année, dont 135 000 cas mortels. Environ 500 000 de ces cas et 50 000 de ces décès sont imputables au méningocoque.

Ce sont principalement les enfants en bas âge qui sont affectés. Cependant, les enfants plus âgés, les adolescents et les jeunes adultes sont également touchés en période d'épidémie.

COMMENT SE TRANSMET LA MALADIE ?

La transmission se fait de personne à personne par les gouttelettes de sécrétions respiratoires ou pharyngées. Un contact étroit et prolongé (baiser, éternuement et toux, vie en collectivité, mise en commun de couverts ou verres, etc.) favorise la propagation de la maladie.



COMMENT SE MANIFESTE LA MALADIE ?

- Les symptômes les plus fréquents sont :
- Les céphalées (maux de tête) et des vomissements « en jet » ;
- la raideur de la nuque avec contracture des muscles pré vertébraux ;
- La photophobie (crainte de la lumière vive) ;
- Les troubles de la conscience (état confusionnel) ;
- La fièvre peut être importante, notamment en cas d'infection bactérienne, mais peut manquer au début rendant le diagnostic délicat ;
- Chez le nourrisson, la méningite peut se manifester par une modification du comportement, des pleurs, un teint gris, une nuque molle (et non raide), des convulsions, une fontanelle tendue.

QUELLES SONT LES COMPLICATIONS ?

Même diagnostiquée très tôt et sous traitement approprié la maladie entraîne la mort dans 5 à 10% des cas, dans les 24 à 48 heures. Des lésions cérébrales, une surdité partielle ou des troubles de l'apprentissage surviennent chez 10 à 20% des survivants.

COMMENT TRAITER ET PREVENIR LA MALADIE ?

Le traitement curatif fait appel à des antibiotiques en milieu hospitalier.

La prévention :

- ☞ *La vaccination* : on dispose depuis une trentaine d'années de plusieurs vaccins sûrs et efficaces, sous formes de diverses associations contre les sérogroupes A, C, Y, W135.
- ☞ *(Le dispensaire des Nations Unies dispose actuellement du vaccin tétravalent A, C, Y, W135 ; sa durée d'immunisation est de trois ans)*
- ☞ *Quelques mesures d'hygiène simples :*
 - Éviter l'échange de salive par le partage d'aliments, de boissons, de cigarettes, de jouets, etc., entre personnes ;
 - Se laver les mains de façon fréquente ;
 - Protéger la muqueuse des fosses nasales contre le dessèchement par l'air sec en appliquant du beurre de karité ou de l'huile Gomonelée.

Dr Mohamed Fofana

LE SAVIEZ-VOUS ? : LA TORTUE ET L'HOMME

Les tortues comportent environ 300 espèces que l'on classe populairement en trois groupes : les terrestres, les aquatiques et les marines. Plusieurs espèces sont menacées d'extinction. Bien que les tortues soient abondantes aux tropiques, elles sont également diverses dans des régions tempérées et même présentes dans les eaux arctiques.

Les fossiles de la Gorges d'Olduvai indiquent que les hommes ont mangé des tortues pendant au moins 2 millions d'années. L'homme a eu un impact important sur les tortues, causant l'extinction de beaucoup d'espèces, particulièrement sur les tortues de terre. Aujourd'hui beaucoup de tortues de terre, tortues de mer et d'eau douce sont en voie d'extinction. La dégradation voir la perte des habitats ainsi que le massacre continu des femelles reproductrices sur la plage, le ramassage des œufs sont les plus grands problèmes.

La plupart des tortues sont protégées, ce qui implique que posséder, acheter ou vendre une tortue est réglementé pour la plupart des espèces. Les centres de protection déconseillent fortement, dans l'intérêt des espèces, d'enfreindre la loi pour posséder une tortue. Les personnes voulant être en contact avec les tortues peuvent contribuer à leur protection en travaillant bénévolement dans des



By permission of the Hon. Walter Rothschild [Frépig.
GIANT TORTOISE.
This photograph of Mr. Walter Rothschild riding on one of his huge tortoises gives a good idea of the relative size of one of the "giant tortoises" and a human being.

centres de protection.

Les espèces dont le commerce est interdit sont spécifiées dans la convention CITES de Washington. Enfreindre cette réglementation expose à de lourdes sanctions.

La pollution y compris des sacs en polyéthylène, les filets et les modifications climatiques sont la principale cause de disparition d'espèces de tortues.

Si en Occident la tortue est surtout associée à la lenteur, (cf *Le Lièvre et la Tortue*) dans la symbolique orientale, la tortue symbolise la sagesse, la longévité, l'immortalité et la Terre.

En Chine, la tortue possède une symbolique particulièrement forte et importante, se faisant l'allégorie du monde. En effet, une fois sur le dos, le ventre de la tortue forme un carré, inscrit dans le cercle

formé par la carapace, figurant ainsi la conception schématisée du monde chinois : le carré au centre du monde, représente la Chine, les parties entre la carapace et le ventre représentent le reste du monde, les "barbares", tandis que le monde céleste s'étend au-delà du cercle. Elle est connue en Chine comme détenant les secrets du ciel et de la terre. Dans le culte des ancêtres, les chinois croyaient pouvoir établir une communication avec le monde des morts par le biais des tortues et de la pyromancie. Ainsi, ils inscrivaient sur un morceau de carapace de tortue une question qu'ils désiraient poser aux ancêtres, après quoi ils exposaient ce morceau dans les flammes. Le craquement du morceau de carapace sous l'effet de la chaleur devait signifier la réponse des ancêtres. Le morceau était alors confié à un collègue divinatoire qui interprétait les craquelures.

En Inde également, la tortue prend une certaine importance dans les mythes et légendes. La tortue Kurma est le second avatar, la seconde incarnation de Vishnu sur terre (descendu pour montrer la voie aux hommes, pour sauver l'humanité). Schématiquement, c'est encore la tortue qui supporte le monde, le portant sur sa carapace. (Source internet).

« Dans certains secteurs, l'absence de financement pour la recherche pose un problème non négligeable »

ASTUCES : TROUVER LA DIFFÉRENCE ENTRE DEUX DATES - EXCEL

Dans Excel, vous souhaitez afficher le nombre de jours, de mois et d'années entre deux dates.

Vous pouvez utiliser pour cela la fonction DATE-DIF. Cette fonction cachée d'Excel peut être très pratique.

1. Placez-vous dans la cellule où vous souhaitez afficher le nombre de jours, de mois ou d'années entre deux dates et utilisez la formule suivante : `=DateDif(date_debut; date_fin; "intervalle")` en remplaçant `date_debut` par les coordonnées de la cellule qui contient la date de début et `date_fin` pour les coordonnées de la cellule de la deuxième date.
2. Remplacez enfin `intervalle` par l'intervalle de

temps dans lequel vous souhaitez le résultat

3. Pour calculer par exemple le nombre de jours entre une date qui se trouve dans la cellule **A1** et une autre dans la cellule **A2**, saisissez la formule : `=DateDif(A1; A2; "D")`
4. Pressez alors la touche **Entrée**. Le nombre de jours séparant les deux dates s'affiche alors.
5. Pour aller plus loin, vous pouvez afficher le nombre d'années, de mois et de jours entre deux dates. Utilisez pour cela la formule suivante : `=DateDif(A1;A2;"Y")&SI(DateDif(A1;A2;"Y")>1;" ans, "," an, ")&DateDif(A1;A2;"YM") &" mois et "&DateDif(A1;A2;"MD")&SI(DateDif(A1;A2;"MD")>1;" jours";" jour")`.

LA VIE DES PROJETS EN BREF: LE CITY DEVELOPMENT STRATEGY (CDS)

Dans le cadre de la promotion des activités des différents projets et programmes du PNUD, l'équipe de rédaction du bulletin PNUD-kibai a décidé d'insérer une nouvelle page intitulée « la vie des projets en bref ». Elle servira de tremplin et de moyen d'expression pour les coordonnateurs et chefs de projets.



Monsieur Sylvain Roger Bonkougou,
Chef de Projet CDS

néficiaries,

- adapter les options stratégiques retenues,

- formuler les orientations stratégiques de réduction de la pauvreté et préciser les composantes du programme communal d'amélioration des infrastructures de base et des services urbains dans les quartiers défavori-

sés.

Le Projet Stratégie de développement de l'agglomération de Ouagadougou et d'amélioration des infrastructures de base et des services urbains dans les quartiers défavorisés ou City Development Strategy (CDS) a débuté ses activités en juillet 2006 pour une durée de vie de 24 mois.

Le projet a pour mission :

- de mettre en place un dispositif de concertation,
- identifier les besoins des acteurs et des bé-

Ses objectifs sont :

- un diagnostic des problèmes prioritaires ;
- une stratégie de développement territorial pour l'agglomération ;
- un programme décennal d'intervention incluant un plan d'actions prioritaires pour la réduction de la pauvreté en milieu et pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, assorti d'une évaluation des coûts et d'une

stratégie de financement et de mise en œuvre et des mécanismes d'évaluation.

Le projet est basé au Burkina Faso précisément dans la Commune de Ouagadougou. Il a un personnel composé du Chef de projet et de l'assistante de direction. Un comité communal de pilotage du projet a été créé le 05 juillet 2006 dont la présidence est assurée par le Maire de la Commune de Ouagadougou, Monsieur Simon Compaoré.

Les problèmes rencontrés par le projet lors de sa mise en œuvre ont été essentiellement d'ordre :

- institutionnel,
- matériel et,
- financier.

Michèle Boro

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

BONKOUNGOU Roger Sylvain
Tél. : 70 81 25 61
Tél. : 50 35 16 41
E-mail : cds_ouaga@yahoo.fr

« Dans de nombreux pays, la grave insuffisance des recettes tient au fait que les riches échappent purement et simplement aux impôts directs »

P N U D—BURKINA
FASO

PNUD
Immeuble des Nations Unies
01 BP 575 Ouagadougou 01
Burkina Faso

Tél. : 226.50.30.67.62/63/64
Fac-similé : 226.50.31.04.70
Courriel : registry.bf@undp.org

Visitez notre site
web : www.pnud.bf

Directeur de Publication
Ruby Sandhu-Rojon

Coordonnateur de la Rédaction
Théophile Kinda

Rédacteurs
Michèle Boro
Mahamadi Ouédraogo
Laure Diallo
Véronique Zoromé

Stagiaire
Lionel Koné

Secrétariat de Rédaction
Mahamadi Ouédraogo

Conception et mise en page
Mahamadi Ouédraogo

Lecteur-Correcteur-Réviseur
Alima Déborah Traoré
Véronique Zoromé

Publication
Laouali Sanou



Agenda & annonces

La candidature de Véronique Zoromé a été retenue pour un poste d'Assistante Administrative à l'ONUCI pour 6 mois. Elle travaillera à l'unité de coordination du Bureau du Coordonnateur Résident à Abidjan. Son départ est prévu pour le 3 février 2008.

Pour la sécurité, l'îlot 8 (secteurs 23 à 26) a un nouveau responsable en remplacement de Véronique : Mme Charlotte Ouédraogo, Assistante administrative OACI du projet COSCAP/UEMOA. Son contact au bureau : 50 30 55 04.

Monsieur Claude Ouattara, FENU, Madame Lucienne Ziguizanga, Assistante de Programme, Monsieur Alexis Konboudry, Coordonnateur du projet PAPNA et Monsieur Aboubacar Séré, Chargé du Suivi Evaluation du projet PAPNA, se rendent à Bissau (Guinée Bissau), pour prendre part à l'Atelier Régional des Chargés de Programme FENU, qui se tiendra du 03 au 10 février 2008. Au cours de cet atelier, ils finaliseront les Plans de Travail Annuels 2008, et feront la revue des questions administratives et financières au sein du FENU (Atlas et Gestion Axée sur les Résultats).

DÉTENTE : RIONS UN PEU

Un énorme camionneur est assis dans un bar pour boire un verre quand un petit type minable entre et demande à qui appartient le pitbull qui est dehors. Le camionneur gueule :

" C'est MON chien ! T'as un problème ? "

Le petit mec répond :

" Non, il n'y a rien mais je crois que mon chien vient de tuer le vôtre ..."

Le camionneur se lève d'un coup et dit :

" QUOI ! Mais qu'avez-vous donc comme chien ? "

L'autre type répond :

" Un caniche nain "

" Un caniche ! " hurle le camionneur, " Putain comment un caniche peut-il tuer un pitbull ? "

" Eh bien ", répond le type, " Je crois qu'il s'est étouffé avec..."

Midi moins dix, c'est l'heure de passer à table.

Un homme arrive dans un resto, le serveur le place à une table et lui demande d'attendre. A côté de lui un homme lit son journal, à table devant une appétissante assiette de spaghettis.

Notre client a vraiment très faim et au bout de quelques minutes il n'en peut plus : il tire discrètement l'assiette de son voisin et commence à manger.

Arrivé à la fin de son repas, il voit au fond de l'assiette un peigne gras plein de pellicules, dégueulasse... et il vomit ses spaghettis dans l'assiette. A ce moment, son voisin plie son journal et lui dit : "Vous aussi, vous avez trouvé le peigne..."